

de Dubai World – un exemple parmi d’autres de combinaison entre patrimonialisme et propriété privée des ressources du pays. En octobre 2011, les projets de construction annulés ou suspendus depuis 2008 en raison de la crise étaient estimés à 958 milliards de dollars aux Émirats arabes unis et 354 milliards dans le Royaume saoudien⁶⁶.

C’est une filiale de Dubai World qui a construit la plus haute tour du monde (828 mètres), une tour qui devait s’appeler Burj Dubai (Tour de Dubaï) et qui a été rebaptisée Burj Khalifa, du prénom du monarque d’Abu-Dhabi et président des EAU après qu’il eut consenti à renflouer Dubai World. Relevant le défi, le Saoudien Al-Walid ben Talal fait construire à Djeddah une tour nommée Burj al-Mamlaka (Tour du Royaume) qui devrait atteindre plus d’un kilomètre de hauteur ; le plan initial était de 1 600 mètres, mais il a dû être revu à la baisse pour des raisons techniques. Ces tours gigantesques sont, de toute évidence, des folies économiques et des abominations écologiques (il suffit de penser aux températures extrêmes que connaît la région du Golfe durant les mois d’été) : leur irrationalité est à leur mesure.

GENÈSE DE LA VARIANTE RÉGIONALE SPÉCIFIQUE DU CAPITALISME : UN APERÇU

Les particularités du développement socioéconomique de la région arabe sont le résultat d’une mutation enclenchée dans les années 1970 au sein du système régional formé au cours des deux décennies précédentes. Les monarchies aujourd’hui regroupées dans le CCG étaient durant ces décennies des protectorats coloniaux de fait, sinon de droit. Les États-Unis exerçaient une tutelle de fait sur le Royaume saoudien, tandis que le Royaume-Uni exerçait une tutelle de droit et/ou de fait sur les autres territoires. Ceux-ci étaient à l’origine faiblement peuplés, disputés par des tribus et des clans : des territoires

aux structures sociales archaïques, auxquels manquaient les attributs minimaux de la personnalité étatique. Londres y établit néanmoins une pléiade de simulacres d'États, selon la vieille recette impériale éprouvée "diviser pour régner". Cela permettait de mieux les dominer et de garantir leur allégeance à l'Empire, seul à même de les protéger contre les visées annexionnistes de leurs voisins aux populations bien plus nombreuses.

Contrairement à l'entreprise de modernisation réalisée dans d'autres contrées sous leur domination, où ils instaurèrent des imitations, parfois des caricatures, de leurs propres institutions politiques et sociales, les deux puissances protectrices, britannique et états-unienne, veillèrent à perpétuer les institutions archaïques – tribales, patriarcales – de ces chefferies claniques transformées en monarchies. La raison de ce conservatisme, tranchant singulièrement avec la "mission civilisatrice" que s'étaient arrogée les puissances occidentales depuis les dernières décennies du XIX^e siècle, était, de toute évidence, la richesse pétrolière des territoires concernés. Leur archaïsme permettait aux puissances protectrices d'exploiter leurs ressources à loisir, les cheikhs des clans se contentant de redevances pétrolières qui suffisaient largement à satisfaire leur soif d'accumulation de signes ostentatoires, souvent même extravagants, de richesse.

Les années 1950 et 1960 virent la montée dans la région arabe d'un nationalisme dont l'armée devint le vecteur privilégié, et le coup d'État le moyen usuel d'accession au pouvoir. Le pourrissement des régimes monarchiques en Égypte, en Irak et au Yémen du Nord, la montée des luttes anticoloniales en Algérie et au Yémen du Sud, l'acuité de la question agraire, une première phase du blocage du développement capitaliste illustrée par l'atrophie de la bourgeoisie nationale industrielle face à l'alliance des propriétaires terriens et de la bourgeoisie compradore, intermédiaire commerciale entre son pays et la puissance tutélaire – tous ces éléments combinés poussèrent

des castes militaires à se substituer aux bourgeoises nationales déficientes et à leurs représentations politiques impotentes, afin de conduire leurs pays sur une voie nationaliste et développementaliste.

Le modèle de référence pour la typologie de ce phénomène politique est une variante *sui generis* du bonapartisme analysé par Marx⁶⁷, une variante dont l'impact sur la région a été considérable : le kémalisme. Le sultanat-califat de l'ex-Empire ottoman, qui engloba la majeure partie de la région arabe au cours de son histoire, était en état de décrépitude avancée et sous domination européenne au sortir de la Première Guerre mondiale. Il fut renversé par une caste militaire nationaliste dirigée par Mustafa Kemal, qui se fixa deux tâches principales : moderniser la Turquie en suivant l'exemple de l'Europe occidentale, tout en s'émancipant de la domination de cette dernière, et développer l'infrastructure et l'économie du pays au moyen d'une intervention vigoureuse de l'État. Les efforts d'industrialisation de la Turquie sous Mustafa Kemal s'inspirèrent même de l'expérience en cours en Union soviétique voisine, et notamment du plan quinquennal.

Le type de bonapartisme qui prévalut dans cinq pays de la région arabe au cours des années 1960 – Égypte, Irak, Syrie, Algérie et Nord-Yémen – et dont le régime dirigé par Gamal Abdel-Nasser en Égypte fut l'archétype, s'écarte du modèle kémaliste sur deux plans principaux. Tandis que sous Kemal l'armée turque fut renvoyée dans ses casernes (elle en sortira néanmoins en 1960 pour s'imposer durant près de cinquante ans comme force tutélaire du pouvoir politique, exerçant directement ce pouvoir par intermittence), le bonapartisme nationaliste arabe prit la forme de dictatures militaires permanentes dans les cinq pays susmentionnés, ou, plus précisément, de dictatures militaro-sécuritaires avec un rôle majeur des services de renseignements en tous genres, les *moukhabarat*. Dans le cas de l'Irak sous Saddam Hussein, les services de ce type, ainsi que l'appareil du parti dirigeant, jouèrent même

un rôle plus grand que celui des militaires, un peu à l'image de l'Allemagne nazie. Par ailleurs, le rôle économique de l'État en Égypte, Irak, Syrie et Algérie alla bien au-delà du modèle kémaliste dans l'imitation du modèle soviétique, jusqu'à se substituer dans une très large mesure au secteur privé tant par des nationalisations extensives qu'au moyen d'investissements publics massifs.

Le bonapartisme nationaliste arabe se radicalisa considérablement au cours des années 1960. Sous l'influence directe de l'Union soviétique, dont le modèle de développement pouvait être perçu comme attractif par des pays du tiers-monde à cette époque, le modèle nassérien poussa bien au-delà de l'instance politique la substitution de l'exécutif à la bourgeoisie réellement existante qui caractérise le bonapartisme, tel qu'analysé par Marx. L'État nassérien se substitua également à la bourgeoisie sur le plan économique en l'expropriant en grande partie, mettant en place un capitalisme d'État appelé "socialisme" qui, sans supprimer en droit la propriété privée des moyens de production sociaux, devint largement prépondérant.

S'ajoutant aux nationalisations, les investissements infra-structurels et industriels à grande échelle réalisés par l'État en suivant le modèle soviétique de planification assurèrent la domination du secteur public sur les économies concernées. À son apogée dans les années 1960, le modèle nassérien ne fut pas seulement imité par les autres dictatures nationalistes ; il influença aussi d'autres expériences bonapartistes plus traditionnelles dans la région : la Tunisie de Habib Bourguiba, admirateur de Mustafa Kemal, connut sa phase "socialiste", et le Liban lui-même s'essaya à la planification sous le général Fouad Chéhab.

Le bonapartisme nationaliste arabe allait décliner à partir de la fin de la même décennie, malgré les coups d'État de 1969 au Soudan et en Libye, qui étendirent le modèle nassérien brièvement à ces deux pays, ainsi que les nationalisations des

hydrocarbures en Algérie, Irak et Libye au début de la décennie suivante. Ce modèle atteignit ses limites économiques, dans le cas originel de l'Égypte, lorsqu'il fut confronté aux problèmes majeurs suivants : 1) l'explosion démographique, résultant de l'amélioration substantielle des conditions sanitaires par le nouveau régime ; 2) les vices du modèle soviétique d'industrialisation privilégiant l'industrie lourde et la quantité au détriment de la qualité ; 3) la gabegie bureaucratique et la corruption qui ne tardèrent pas à se répandre dans le pays, d'autant plus aisément que le régime étouffait les libertés politiques ; 4) le poids de l'endettement extérieur contracté pour le financement des projets de développement et de l'armement.

Les dictatures militaires ont certes toutes à cœur d'accroître les moyens de leurs forces armées, mais les menaces réelles qui ont pesé sur la plupart d'entre elles dans la région arabe ont créé une pression authentique : l'Égypte, la Syrie et l'Irak, en particulier, sont tous trois situés dans des zones de forte turbulence militaire, surtout à cause du voisinage d'Israël pour les deux premiers et des tensions dans le Golfe pour le troisième. En 1956, le régime militaire encore récent en Égypte fut agressé par la France et la Grande-Bretagne, en alliance avec Israël ; le régime militaire en Irak, au pouvoir depuis 1958, fut menacé par la Grande-Bretagne à partir du Koweït en 1961 ; en outre, les tensions entre l'Irak et l'Iran existaient déjà du temps du chah d'Iran. L'importance de la rente pétrolière a toutefois atténué la contrainte économique de l'endettement en Irak avant la guerre ruineuse contre l'Iran, ainsi qu'en Algérie et en Libye.

C'est dans ce contexte de grippage économique croissant que la défaite écrasante de l'Égypte et de la Syrie face à Israël en juin 1967 précipita le déclin des deux régimes nationalistes qui s'étaient fortement radicalisés à gauche au cours des années précédentes. L'année 1970 connut à cet égard un tournant décisif dans l'histoire contemporaine de la région

arabe : l'écrasement sanglant de la résistance palestinienne par le pouvoir royal hachémite en Jordanie en septembre 1970 supprima le principal contre-feu à la défaite de 1967. Le décès soudain de Gamal Abdel-Nasser à la fin du même mois paracheva cette fin d'époque. Anouar al-Sadate lui succéda avec l'intention ferme d'engager le pays sur la voie de la "dénassérisation", y compris la restitution aux ex-proprétaires terriens des terres qui leur avaient été confisquées par les réformes agraires successives. En novembre 1970, Hafez al-Assad s'empara du pouvoir à Damas, écartant la fraction gauche du parti Baas syrien. Les deux hommes n'allèrent pas tarder à promouvoir des mesures de libéralisation économique sous le signe de l'*infitah*, une libéralisation qui favorisa le développement d'un capitalisme népotiste d'autant plus que le régime dictatorial était maintenu en place, malgré une semi-libéralisation politique en Égypte⁶⁸.

Le tournant amorcé avec les changements au Caire et à Damas se trouva considérablement renforcé par la montée en puissance des monarchies pétrolières du golfe Arabo-Iranien. Ayant suivi le mouvement de nationalisation des hydrocarbures inauguré régionalement par l'Algérie de Houari Boumediene en 1971, ces monarchies se trouvèrent soudain disposer de revenus considérables grâce à la hausse brutale des prix du pétrole provoquée par la réduction progressive de la production et l'embargo partiel sur les exportations décrété par les pays pétroliers arabes lors de la guerre israélo-arabe d'octobre 1973. De l'ère nassérienne "socialiste", la région arabe bascula ainsi dans l'ère saoudienne ultraréactionnaire, le Royaume saoudien disposant depuis lors de moyens financiers considérables, auxquels s'ajoutèrent ceux des autres monarchies arabes du Golfe qui se rallièrent à son leadership. Dans les monarchies elles-mêmes, deux facteurs – l'émergence d'une nouvelle génération de membres des familles claniques régnantes tentés par l'affairisme, ainsi que l'arrivée en provenance des autres pays de la région et du reste

du monde d'affairistes confirmés, attirés par ce nouvel Eldorado – allaient entraîner l'expansion spectaculaire d'un capitalisme népotiste au sein de l'État patrimonial. Des évolutions similaires se trouvèrent accélérées dans les monarchies non pétrolières, souvent en combinaison avec des capitaux en provenance des monarchies pétrolières.

L'*infitah* ne tarda pas à se généraliser aux autres régimes issus du bonapartisme nationaliste : en Algérie, sous Chadli Bendjedid qui succéda à Boumediene en 1979, suite au décès de ce dernier⁶⁹ ; en Irak, sous Saddam Hussein lui-même durant la guerre avec l'Iran⁷⁰. Le régime nord-yéménite connut un tournant droitier radical après le retrait des troupes d'intervention égyptiennes en 1967, tombant sous la tutelle du Royaume saoudien. Le népotisme allait se généraliser dans le pays sous Ali Abdallah Saleh, arrivé au pouvoir en 1978⁷¹. Le Soudanais Gaafar al-Numeyri s'aligna très vite sur l'orientation post-nasérienne de Sadate, d'autant qu'il dut combattre une opposition de gauche au cours de ses premières années au pouvoir. Il finit par s'allier aux Frères musulmans à partir de 1981. L'évolution du régime libyen de Mouammar al-Kadhafi fut la plus erratique de toutes : d'un alignement sur Sadate, avec forte référence islamique au début des années 1970, il s'engagea dans un tournant "socialiste" à partir de 1977, accompagné de nationalisations très extensives, tout en affermissant son pouvoir personnel. Puis, s'inspirant de la perestroïka de Mikhaïl Gorbatchev en Union soviétique, il effectua une dizaine d'années plus tard un nouveau tournant vers sa propre version de l'*infitah* – avec un simulacre de libéralisation politique et une libéralisation économique qui fut un échec. Le virage à droite plus radical du régime au tournant du siècle favorisa le développement accéléré d'un capitalisme patrimonial et de comérage autour de la progéniture de Kadhafi⁷².

Le tournant de 1970 entraîna également une stabilisation des pouvoirs autocratiques après la haute instabilité des décennies antérieures⁷³ : Kadhafi détient le record de longévité au

pouvoir, ayant gouverné la Libye pendant quarante-deux ans, jusqu'au soulèvement de 2011 ; Sadate fut assassiné en 1981, mais son successeur Hosni Moubarak allait s'installer trente ans au pouvoir, également jusqu'en 2011 ; Hafez al-Assad gouverna trente années, jusqu'à sa mort en 2000 ; Saddam Hussein ne fut délogé du pouvoir, auquel il avait accédé en 1968, que par l'invasion de l'Irak conduite par les États-Unis en 2003, soit trente-cinq ans plus tard ; Ali Abdallah Saleh resta au pouvoir trente-quatre ans jusqu'à ce qu'il fût contraint de l'abdiquer en 2012 ; écartant un Bourguiba installé à la tête de l'État depuis l'indépendance tunisienne en 1956, Ben Ali s'empara du pouvoir en 1987 et le garda vingt-quatre ans durant jusqu'en 2011. Le renversement de la monarchie libyenne en 1969 fut le dernier coup d'État républicain réussi, après ceux d'Égypte (1952), d'Irak (1958) et du Nord-Yémen (1962) : les autres monarchies arabes ont toutes survécu jusqu'à ce jour, les monarques gouvernant généralement jusqu'à la fin de leur vie (quarante-sept ans de règne dans le cas du roi Hussein de Jordanie).

La longévité des dictatures républicaines facilita grandement leur évolution vers un néopatrimonialisme tendant de plus en plus dans les régimes autocratiques – c'est-à-dire la majorité des cas, avec une exception de taille : l'Algérie, où le pouvoir de la caste militaire est exercé collégialement depuis la mort de Boumediene – vers un patrimonialisme semblable à celui des monarchies. Rien n'y manqua, y compris la transmission héréditaire du pouvoir : Bachar al-Assad succéda à son père dans des conditions burlesques ; Saddam Hussein préparait un de ses fils à lui succéder, de même que Kadhafi, Moubarak et Saleh. Les groupes dominants des pays concernés – castes militaro-sécuritaires et bourgeoisies d'État – acquièrent un caractère de plus en plus mafieux, avec une expansion du népotisme capitaliste grandement favorisée par l'extension des recettes néolibérales à l'ensemble de la région : libéralisation du commerce, avec attribution népotiste des licences d'importation ;

priorité au secteur privé avec expansion d'un milieu d'affaires d'autant plus libre de contraintes que ses complices sont haut placés dans l'appareil du pouvoir ; réduction du secteur public au moyen de privatisations qui, à l'instar de ce qu'elles ont été en Russie, sont un moyen privilégié d'enrichissement de la mafia dominante qui s'octroie les biens publics les plus profitables à des prix dérisoires ; etc.

Dans un contexte marqué par la continuité post-“socialiste” du caractère dictatorial du pouvoir dans des pays comme l'Égypte, la Syrie, l'Irak, l'Algérie ou la Libye, où les anciennes bourgeoisies industrielles, commerciales et financières avaient été décimées, les recettes néolibérales ne pouvaient aboutir qu'au résultat qui a été décrit. En majorité, les entreprises productives du secteur public issues de l'industrialisation à la soviétique devenaient d'autant moins rentables que le commerce était libéralisé : l'État se trouva confronté au choix entre la perpétuation d'une exploitation à perte et la fermeture des usines. Le rapport des forces sociales ne lui permettait pas d'opter pour des licenciements massifs. Pour la même raison, il ne put réduire les effectifs de la bureaucratie administrative ou de l'armée aussi drastiquement que l'y incitaient les institutions financières internationales.

Sans l'absorption partielle des jeunes, des diplômés en particulier, par les bureaucraties étatiques, le problème du chômage aurait été encore plus explosif qu'il ne l'est aujourd'hui dans la région. Pour la même raison encore, l'État ne put pratiquer une “thérapie de choc” et libérer brutalement les prix à la manière de ce qu'Augusto Pinochet imposa au peuple chilien après son putsch sanglant de 1973, ou à l'instar des mesures qu'exigèrent les institutions financières internationales en Europe de l'Est après l'effondrement des dictatures “communistes”.

C'est que les régimes de la région arabe savaient le potentiel de révolte de leurs populations, comme l'avaient confirmé les émeutes suscitées par les tentatives de suppression des

subventions aux prix de denrées de première nécessité en Égypte en 1977, au Maroc en 1981, en Tunisie en 1983, ou en Jordanie en 1989. Contrairement aux populations est-européennes, la grande majorité des populations de la région arabe ne nourrissent aucune illusion sur la perspective d'accéder à un niveau de vie occidental qui pourrait les convaincre de serrer la ceinture provisoirement – outre que, pour une proportion importante de ces populations, la ceinture est déjà serrée au dernier cran. Le résultat de cette impasse locale du néolibéralisme est que la plupart des économies de la région ont fini par combiner les désavantages d'un capitalisme d'État bureaucratique parvenu aux limites de son potentiel développementaliste et d'un capitalisme néolibéral corrompu – sans aucun des avantages présumés de l'étatisme ou du néolibéralisme.

C'est cette modalité spécifique du mode de production capitaliste, dominante dans la région arabe – combinant patrimonialisme, népotisme et capitalisme de compérage, pillage des biens publics, hypertrophie bureaucratique et corruption généralisée, sur fond de débilité, voire d'inexistence, de l'état de droit et de grande instabilité sociopolitique – qui est la raison du blocage du développement régional. C'est cette chaîne qui a craqué en décembre 2010 en Tunisie, entraînant les autres maillons à craquer à leur tour, l'un après l'autre.

En 2005, je conclusais un examen du *Rapport 2004 sur le développement humain dans le monde arabe*, produit par le PNUD, par ce commentaire :

Le rapport souffre cependant des limitations dues aux conditions mêmes de sa fabrication en tant que rapport d'agence intergouvernementale. Étrangement, il sous-estime le rôle, pourtant fondamental, joué par les télévisions satellitaires – en particulier la chaîne pionnière Al Jazeera – dans l'émergence d'une opinion publique arabe autonome. De ce fait, son constat paraît exagérément sombre quant au potentiel politique des populations arabophones. [...]

Enfin et surtout, le rapport s'adresse tant aux gouvernants qu'aux gouvernés pour effectuer le changement nécessaire. Afin d'éviter la "*catastrophe imminente*" qui résulterait d'une explosion sociale – dont le rapport craint qu'elle ne débouche sur une guerre civile –, les réformateurs du pouvoir et de la société civile doivent négocier une redistribution politique en vue de réaliser la "bonne gouvernance". Perspective bien vaine, au vu de la réalité de l'oppression caractéristique de la plupart des pays arabes et de la nature sociale des gouvernements.

Une étude libre de toute contrainte institutionnelle conclurait plutôt à la nécessité d'un rassemblement des forces démocratiques afin d'imposer par "en bas" des changements radicaux – qui seront d'autant moins violents qu'ils seront massifs, comme l'histoire l'a amplement démontré et comme l'actualité récente l'a encore confirmé. En outre, il ne saurait y avoir de consolidation de la démocratie sans redistribution majeure de la propriété et des revenus, dans cette partie du monde où subsistent de nombreux États patrimoniaux dont les familles régnautes s'approprient encore une part considérable des ressources nationales, agricoles et minières. C'est pourquoi il paraît beaucoup plus illusoire d'instaurer durablement les libertés et la démocratie par une action concertée avec une partie des classes dirigeantes dans le monde arabe que, jadis, dans les monarchies absolues européennes ou, naguère, dans les dictatures bureaucratiques d'Europe centrale et orientale⁷⁴.

FACTEURS POLITIQUES RÉGIONAUX

À l'instar d'Hérodote décrivant l'Égypte comme un don du Nil, on pourrait décrire l'état actuel de la région arabe avec tout autant de pertinence comme un don du pétrole – en précisant toutefois qu'il s'agit dans ce dernier cas d'un don empoisonné. Les États arabes détenaient à eux seuls plus de 56 % des réserves mondiales dites prouvées (c'est-à-dire techniquement et commercialement exploitables) de brut conventionnel en 2006, avant le bond spectaculaire des réserves prouvées du Venezuela. Ils étaient encore estimés en détenir près de la moitié (48,6 %) en 2010¹. Ce n'est certes pas une coïncidence si la Première Guerre mondiale fut à la fois le catalyseur d'un bond quantitatif et qualitatif dans l'importance économique et stratégique du pétrole à l'échelle mondiale, et l'occasion qui permit d'achever le remplacement de la domination impériale ottomane dans l'espace arabophone par la domination impérialiste occidentale, beaucoup plus dure.

Terres d'exotisme orientaliste et d'appétits coloniaux ordinaires au XIX^e siècle, les contrées arabes devinrent au XX^e siècle, à cause du pétrole, l'enjeu d'une rivalité entre puissances devant laquelle le Grand Jeu qui opposa les empires russe et britannique en Asie centrale au siècle précédent fait

bien piètre figure. Dans la vaste région qui englobe le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, l'antagonisme entre grandes puissances commença par opposer les vainqueurs de la Première Guerre mondiale les uns aux autres, puis les puissances de l'Axe aux Alliés de la Seconde Guerre mondiale, avant que la région ne devienne un théâtre majeur de la guerre froide entre les États-Unis et l'Union soviétique. La rivalité se poursuit aujourd'hui, dans le cadre de la nouvelle guerre froide post-idéologique qui oppose la Russie et la Chine aux États-Unis².

LA MALÉDICTION DU PÉTROLE

Un seul acteur est resté en permanence au centre de ces antagonismes depuis la fin de la Première Guerre mondiale : les États-Unis d'Amérique. Le siècle du pétrole a coïncidé avec le "siècle américain", et le pétrole s'est retrouvé naturellement placé au cœur de la croisade "pour un nouveau siècle américain" menée par l'équipe de George W. Bush dans les années 2000³. La Seconde Guerre mondiale acheva de propulser les États-Unis au rang de première puissance mondiale ; elle acheva également de promouvoir le pétrole au rang de principale denrée stratégique planétaire. Le Moyen-Orient devint tout naturellement un objet prioritaire de l'attention des États-Unis dans la mesure où ils dominaient le marché pétrolier mondial. Pour Moscou, ce fut un terrain privilégié pour contrecarrer Washington, d'autant que la radicalisation du nationalisme arabe offrit des alliés de choix à la "patrie du socialisme". Daniel Yergin a très bien résumé le tournant que cela représenta pour Washington, dans sa monumentale histoire du pétrole :

L'expansionnisme soviétique – tel qu'il était et aurait pu être – donna au Moyen-Orient une place de premier plan. Pour les États-Unis, les ressources pétrolières de la région constituaient